Ipjmag - le magazine réalisé
par les étudiants de l'IPJ

-- International --

International

Justice internationale

**Le tribunal spécial
pour le Cambodge
enfin opérationnel**

Florence Floux [29ème
promotion]
lundi 17 décembre 2007

Les procès de plusieurs génocidaires khmers rouges viennent de commencer, trente ans après les massacres.

Pourquoi le tribunal se met-il en place 30 ans après le génocide ?

Le tribunal spécial pour le Cambodge est le résultat d'un compromis négocié entre l'ONU et le gouvernement cambodgien actuel. Mis en fuite par l'invasion vietnamienne de 1979, les Khmers rouges ont été considérés par la communauté internationale comme le véritable gouvernement cambodgien jusqu'en 1992, ce qui a rendu impossibles les discussions sur la mise en place de poursuites pénales à leur encontre. Aujourd'hui encore, certains membres du gouvernement sont d'anciens Khmers rouges, dont le premier ministre Hun Sen. Ce qui n'a pas non plus facilité le dialogue en faveur du tribunal spécial.

Quelle est la portée de ce tribunal ?

Pour que le tribunal puisse voir le jour, que les victimes du génocide soient reconnues comme telles, y compris dans les manuels d'histoire du pays, et que cesse l'impunité des hauts responsables, l'ONU a accepté que le tribunal spécial pour le Cambodge reste ancré dans la loi nationale. Les magistrats du tribunal sont donc majoritairement cambodgiens (17), les autres (10), parmi lesquels figurent deux Français, proviennent de diverses régions du monde. Si le Cambodge a souhaité garder le plus de contrôle possible sur ce tribunal et les décisions qu'il rendra, c'est avant tout parce que son gouvernement ne tient pas à ce qu'une trop vive introspection sur les années de plomb soit menée. De nombreux responsables actuels ont peur de se voir reprocher les actions qu'ils ont commises alors qu'ils étaient eux-mêmes Khmers rouges. Il s'agit donc de juger uniquement les plus hauts responsables des massacres.

Quelle est la situation actuelle de la procédure engagée par le tribunal ?

Actuellement, seuls quelques uns des responsables khmers rouges ont pu être arrêtés et attendent leur jugement, qui devrait débuter début 2008. Beaucoup sont morts avant d'être inquiétés, comme Pol Pot lui-même ou Ta Mok, le « Boucher du Cambodge ». Les cinq suspects figurant sur la liste établie par le tribunal ont aujourd'hui été arrêtés, un an et demi après le début de l'instruction : le frère numéro deux Nuon Chea, l'ancien ministre des Affaires étrangères Ieng Sari et son épouse, l'ancien chef du centre de torture S-21 Duch, et depuis hier l'ancien président cambodgien Khieu Samphan. Quatre d'entre eux ont déjà été mis en examen pour crimes contre l'humanité, le chef d'accusation du dernier restant inconnu pour l'instant. Cette liste de suspects pourrait encore être élargie à d'autres personnes dans les mois à venir.